

Communiqué de presse

## **Excision**

**C'est une partie de l'humanité qu'on mutile !**

**A l'occasion du 6 février, Journée mondiale de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF)**, Fatoumata Sidibé, députée bruxelloise DéFI et présidente de DéFI Femmes, rappelle que *« des millions de filles et de femmes dans le monde sont coupées, cousues, mutilées, saccagées, torturées, sacrifiées sur l'autel du patriarcat, des traditions, de la religion alors qu'aucun texte sacré ne prescrit cette pratique »*.

*« Les MGF cristallisent toutes les autres formes de discriminations, de violences et d'oppression dont sont victimes les femmes. Les MGF symbolisent la forme la plus atroce du contrôle de la sexualité féminine. Une violation des droits humains. Une torture. Un traitement inhumain et dégradant. Une violation au droit à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique, à la dignité, à la vie car ces pratiques ont des conséquences mortelles »*, pointe la députée.

**3,6 millions de jeunes filles risquent de subir des mutilations génitales féminines chaque année. Chaque minute, 7 fillettes sont victimes d'excision dans le monde. 44 millions de jeunes filles âgées de moins de 14 ans ont subi des mutilations génitales féminines. En Belgique**, au moins 48 000 femmes et filles sont originaires d'un pays où l'excision est pratiquée. Parmi ces filles et femmes, 13 000 sont seraient « très probablement déjà excisées ». Plus de 4 004 sont « potentiellement à risque d'excision ». Depuis 2001, la Belgique dispose d'une loi condamnant les mutilations génitales féminines. Les activistes et associations n'ont pas ménagé leurs efforts dans la lutte contre les MGF; avec peu de moyens et sans financements structurels.

*« Les statistiques montrent que l'excision est de moins en moins acceptée par les populations concernées. L'UNICEF rapporte qu'une majorité d'hommes et de femmes est opposée à la mutilation génitale féminine dans les pays où persiste cette pratique. **Il faut mobiliser les hommes dans la lutte contre l'excision. Les hommes peuvent et doivent être des moteurs de l'abandon de l'excision** »*, indique Fatoumata Sidibé.

L'heure est venue pour la communauté internationale de bâtir davantage de ponts. Elle doit prendre des mesures communes et sans équivoque pour contraindre les États concernés à prendre toutes les mesures législatives, politiques, sociales visant l'abandon de ces pratiques néfastes et barbares.

**Car c'est une partie de l'humanité qu'on mutile !**

Comme le dit António Guterres, Secrétaire général de l'ONU « Il ne peut y avoir de développement durable sans la réalisation pleine et entière des droits fondamentaux des femmes et des filles. »

Anne-Sophie  
Jiménez Rueda  
Porte-parole DéFI